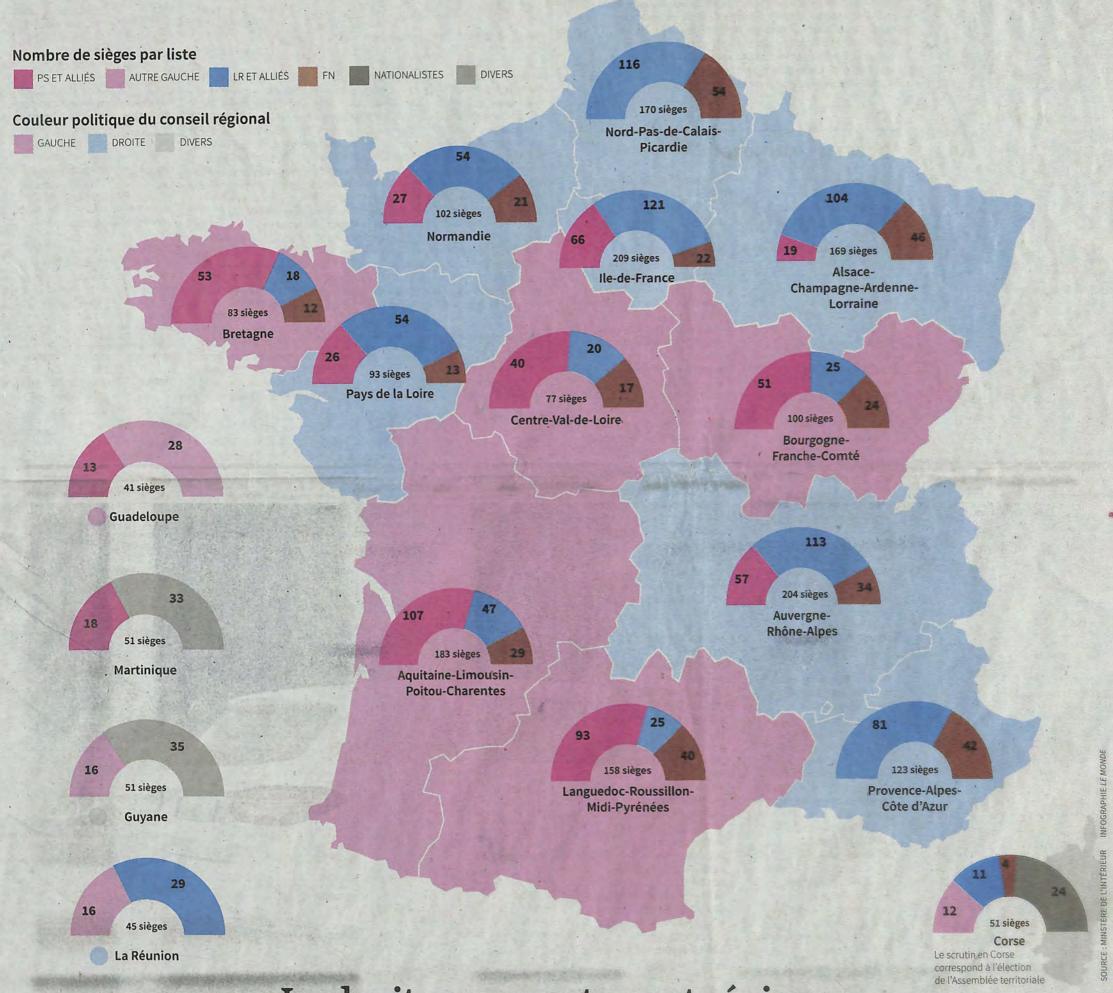


## RESULTATS DU SECOND TOUR



## La droite remporte sept régions

Le second tour a été marqué par un sursaut de participation (+8,55%) et une hausse des bulletins blancs

rrivé en tête au premier tour dans six régions métropolitaines avec le plus fort total de voix, le Front national n'a réussi à s'imposer dans aucune région au second tour. En Nord-Pasde-Calais-Picardie, où la liste conduite par Marine Le Pen devançait celle de droite de plus de 15 points, et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, où la liste de Marion Maréchal-Le Pen disposait de 14 points d'avance sur celle de sa suivante, l'extrême droite a dû s'incliner après que la gauche eut décidé de « se sacrifier » pour l'empêcher de conquérir les exécutifs régionaux.

Le second tour des élections régionales a été marqué par un

inédit sursaut de participation (+ 8,55 points), supérieur à celui qui avait été observé entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002 (+ 8,11 points) après la qualification de Jean-Marie Le Pen. On observe également, dans les régions où le PS avait retiré ses listes, une hausse significative des bulletins blancs, qui représentent 5,4 % des votants en Provence-Alpes-Côte d'Azur et 4,5 % en Nord-Pas-de-Calais-Picardie.

Sur les treize régions métropolitaines, la gauche en conserve cinq: Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne - où le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, chef de file de la liste socialiste, obtient la majorité absolue des suffrages au second tour, bien qu'ayant refusé la fusion avec les écologistes -, Centre-Val de Loire, Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées.

La droite parlementaire en remporte sept : Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, Auvergne-Rhône-Alpes, Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais-Picardie, Normandie, Pays de la Loire, Provence-Alpes-Côte d'Azur. En Corse, la liste unifiée des nationalistes a réussi à prendre le pas sur celles de la gauche et de la droite. Outre-mer, la droite conserve La Réunion mais, en Guadeloupe et en Martinique, les présidents sortants de gauche doivent céder le pouvoir à des coalitions hétéroclites, comme cela était déjà le cas en Guyane.

PATRICK ROGER

